



COMMUNIQUE VOIE DÉMOCRATIQUE SECTION PARIS-EST

Dans sa réunion du 6 Mai 2020 via vidéo-conférence, la Voie Démocratique Section Paris-Est. a fait le point sur :

- le suivi des activités de section notamment au sujet de la préparation du congrès prévu pour juillet 2020 et des discussions autour des propositions de textes émanant de la commission préparatoire du congrès.
- la situation générale, les impacts de la crise, et l'«état d'urgence » sanitaires après plus d'un mois de sa déclaration, sur les masses populaires marocaines, la classe ouvrière et les marocains résidants à l'étranger (MRE)

La Voie Démocratique Section Paris-Est :

- rend hommage à la classe ouvrière marocaine et dans le monde à l'occasion du 1er Mai. Anniversaire de luttes contre le capitalisme et son exploitation outrancière.
- salue l'ensemble des instances (Secrétariat National, instances régionales et locales ainsi que l'ensemble des militantes et de militants) pour la dynamique et le suivi des évolutions de la situation dramatique liée à la pandémie qui impacte plus particulièrement la classe ouvrière et l'ensemble des classes laborieuses .
- salue les efforts consentis par les masses populaires Marocaines à l'intérieur du Maroc comme dans les pays d'accueil à l'étranger face à un confinement sanitaire devenu une arme à double tranchant : un vecteur de la vision sécuritaire du Makhzen et des polices des « démocraties européennes » d'une part et d'autre part une pierre angulaire incontournable de la limitation d'une des pandémies les plus dangereuses du Coronavirus, notamment dans la poursuite d'un semblant de vie normale d'activités professionnelles (pour celles et ceux qui en disposent), et d'activités scolaires des enfants en télétravail, télécours ou travail imposé par un patronat avide de cumuls de gains au détriment de la force de production, quitte à l'exposer aux dangers de la propagation exponentielle de la maladie dévastatrice comme c'est le cas dans certaines usines à Casablanca, à Tanger et Larache ou en Italie, Espagne ou encore en France.
- compatit et dénonce les souffrances psychologiques imposées par une réglementation coercitive atteignant plus une population vivant dans des logements anarchiques dans les quartiers populaires dépourvus des minimas sanitaires et d'aération, sans espaces verts ou jonchant des ruelles exigües et irrespirables, seules ouvertures vers l'air déjà pollué par les excès d'exploitation et d'industrialisation.
- pointe les faillites d'un pouvoir marocain incapable de garantir la protection économique et sociale de franges entières de la population ne disposant pas de travail ou de moyens de subsistance, fermant les yeux sur les fraudes patronales (par connivence qualifiée), ne déclarant pas les employéEs ou les salariéEs et les exposant aux différentes discriminations sociales (pas de garanties de protection sociale ou de droits aux aides dignes aux salariéEs).
- attire l'attention des autorités quant aux effets des mesures de confinement sur les ressortissants dubsahariens face aux «difficultés d'accès à certaines initiatives telles que les attestations d'autorisation de sortie pour une grande majorité des personnes migrantes en situation administrative irrégulière et sans domicile fixe».
- dénonce l'appel d'un patronat, boulimique de l'appât du gain, aux ouvrières des usines de câblage de Casablanca à la reprise de l'activité malgré la catastrophe sanitaire et le nombre important de décès liés au Coronavirus (plus de 117 à ce jour).
- désigne le Makhzen et son pseudo--gouvernement comme seul responsable dans la gestion des effets sociaux et économiques de cette crise sanitaire, symbole d'un système qui concentre entre ses mains

tous les pouvoirs et est, de surcroît, l'acteur économique majeur du pays, qui ajoute les effets de COVID19 aux atteintes du pouvoir d'achat, des droits humains, libertés d'opinion et d'expression sur les réseaux sociaux (répression souvent violente des sit-in et manifestations, usage de la torture, arrestations de militantEs et Citoyennes et don projet avorté 22-20).

- dénonce le laisser-aller des autorités marocaines que subissent les MRE, à l'exception des familles des diplomates et de ministres comme c'est le cas du Ministre des Affaires Etrangères rapatriant sa fille en catimini et oubliant le reste des MRE,
- condamne l'absence de démarches efficaces des autorités marocaines et européennes vis à vis des ressortissants marocains notamment par la suspension des programmes d'accueil et des procédures d'asile, la mise en quarantaine rendant les migrants en Europe particulièrement vulnérables face à la pandémie de Covid-19.
- lève le voile prestidigitateur de la communication officielle pour démystifier les mensonges propagés par les grands médias français et marocains, en majorité aux mains de groupes ayant d'importants intérêts au Maroc, sur « la réussite marocaine face au coronavirus », « sur le modèle de développement marocain » et autres balivernes... quand le minimum de protection n'est pas assuré à l'ensemble des marocains (l'exemple des masques est édifiant).
- exige que la reprise de l'activité soit conditionnée par de réelles garanties sanitaires mettant les salariéEs et employéEs à l'abri de tout risque de contamination directe ou indirecte, du domicile au lieu de travail ainsi que dans les transports.
- dénonce la campagne d'interdictions opérées par le réseau social Facebook contre toutes les voix libres, notamment celles exprimant librement un soutien indéfectible au droit du peuple palestinien et au FPLP.

La Voie Démocratique – Section Paris-Est
06.05.2020